



Les politiques sociale, économique, et sanitaire du gouvernement de plus en plus contestées

Malgré le confinement et les projets liberticides du gouvernement, l'opposition à la politique de Macron, à sa gestion des crises sanitaire et économique, ne cesse d'essaimer à travers tout le pays. Avec comme point de ralliement l'exigence d'un plan de sauvegarde du système de santé publique.

Voici, ci après un petit florilège d'actions et d'initiatives déterminées à faire aboutir les revendications de justice sociale pour tous les salariés et particulièrement les soignants. Au passage, quelques interventions dénoncent les errements ou allégations mensongères de ministres ou du chef de l'Etat.

Ainsi, à propos de l'implication du secteur privé dans la bataille sanitaire, l'exemple des **Deux Sèvres** est carrément caricatural : **sur 58 prises en charge de l'épidémie, seules 2 ont été mises en œuvre par une seule clinique privée**. Le comité local de défense des hôpitaux a, amèrement, ironisé.

A Paris, la fermeture des urgences de l'Hôtel Dieu au prétexte de déploiement des soignants sur l'hôpital Cochin, est fortement contestée par les manifestants qui se sont mobilisés ... et ont été verbalisés ! Une honte de plus pour ce gouvernement de casseurs. **Christophe Prudhomme, délégué CGT des médecins urgentistes** de France condamne vertement cette absurdité : *« Fermer aujourd'hui ce service ... idéalement placé dans Paris pour recevoir en urgence des malades non Covid, est un non-sens, cela signifie que ces malades vont devoir aller dans les urgences des autres hôpitaux parisiens qui sont déjà débordés »*

A Tours les **salariés du social et du médico social se sont mobilisés avec la CGT** pour obtenir les 183 € du Ségur dont ils ont été injustement exclus. De même ces salariés s'opposent aux dépassements d'honoraires massivement pratiqué par le privé au détriment des patients renvoyés d'un secteur public saturé. Combien vont renoncer à se faire soigner ?

A Chateaudun le Comité local de défense des hôpitaux, a écrit au ministre de la Santé pour qu'il diligente les crédits nécessaires à la rénovation de l'hôpital. Le Comité de défense des **Ardennes** appelle les usagers et les soignants à inonder de **mails de protestation le député Warsmann, qui a voté le projet de loi de financement de la Sécu**.

A Montreuil, les élus locaux, conseillers municipaux, ont été invités à **voter un vœu de soutien et de demande de moyens supplémentaires**.

A Toulouse plus de **5 000 personnes ont manifesté ce samedi 7 novembre**, répondant à l'appel d'une vingtaine de syndicats et partis de gauche qui réclament plus de moyens pour la santé. *"Ce n'est pas vrai que l'on ne peut pas recruter des soignants. C'est possible et c'est la seule chose à faire"*, a tempêté **Pauline Salingue, de la CGT santé**, lors d'une première prise de parole. Dans le cortège, on pouvait voir des drapeaux des organisations

syndicales et de nombreuses pancartes réclamant des moyens humains et matériels pour l'hôpital mais aussi plusieurs affiches déplorant des "*mesures liberticides*".

Dans le Figaro, **le médecin urgentiste Gérard Kierzek**, estime que le discours de Macron sur l'hôpital était «*biaisé*», que le re-confinement n'est pas dû à une «*épidémie hors de contrôle*», mais le résultat d'une «*crise de capacité de nos hôpitaux*» et d'une «*stratégie de test défaillante*» Et il ajoute «*Ces derniers mois ont été un échec, d'abord parce que nous n'avons pas redonné des moyens à l'hôpital. Les pays qui n'ont jamais confiné leur population (Corée du Sud, Japon...) ont un nombre de lits d'hôpitaux par habitants deux ou trois fois plus élevé que le nôtre. On ne peut pas occulter ce lien entre les capacités d'hospitalisation et la mortalité* ». (Pour info : Gérard Kierzek est aussi chroniqueur au Figaro).

L'Établissement Français du Sang, Établissement Public placé sous la tutelle du Ministère de la Santé est exclu du SEGUR de la santé ! **A l'appel unitaire de la CGT, de SUD et de la CFTC le 5 novembre le personnel de l'EFS s'est mis en grève** afin que ses 10.000 salariés qui participent à part entière à la chaîne du soin bénéficient systématiquement des mesures de revalorisations salariales du secteur sanitaire. **La situation est telle que la direction de l'EFS a accepté de payer leur journée de grève !**

Enfin, **les 13 présidents départementaux des CPAM d'Occitanie** ont publié un communiqué résumant les principaux griefs qu'ils font au projet de loi de financement de la Sécu 2021. Notamment le fait que «*le gouvernement considère ce budget comme annexe de celui de l'Etat* ». Ils déplorent la création d'une 5ème branche alors qu'ils considèrent que «*le droit à l'autonomie doit être pris en charge au titre de la maladie dans le cadre de la Sécu avec un financement par la cotisation sociale* ». Enfin ils «*fustigent la taxation des assurés sociaux passés par les urgences ...*» (On va, peut être, leur proposer la carte à la CGT !)

Nous n'avons ici fait état que de quelques mobilisations sur quelques jours seulement.

Mobilisations dans lesquelles la CGT prend toute sa place, au cœur des mouvements de protestation ou de luttes.

*Vous pouvez retrouver ces informations sur notre site internet **cgt retraités 2b** avec l'intégralité du communiqué des présidents CPAM de la région Occitanie, ainsi que des publications de la CGT.*